

LE MONDE – 16 MAGGIO 2026

Aux Etats-Unis comme en France, les magnats au service de l'extrême droite étendent leur influence

di David Bell

L'historien américain commente l'affaire Grasset et l'interventionnisme « préoccupant » de Vincent Bolloré dans son empire médiatique. Il juge toutefois « la situation américaine nettement plus grave »

Au cours du mois d'avril, aux Etats-Unis comme en France, des magnats des médias bien connus pour leurs opinions conservatrices ont cherché à prendre le contrôle d'institutions culturelles et médiatiques emblématiques, suscitant l'indignation d'intellectuels et de journalistes. Ces deux affaires présentent des similitudes frappantes, mais aussi des différences profondes riches en enseignements.

Aux Etats-Unis, le milliardaire David Ellison s'est emparé en 2025 du géant des médias Paramount Global, qui comprend le studio de cinéma du même nom ainsi que CBS, qui reste l'un des plus grands réseaux de télévision et de radio américains. A la tête de CBS News, la filiale d'information de cette chaîne, Ellison a placé la journaliste Bari Weiss, qui a fait de son blog Substack, « The Free Press », l'un des sites d'opinion « *antiwoke* » les plus influents des Etats-Unis. Chez CBS, Weiss limite l'expression de critiques envers l'administration Trump, comme elle l'a fait en décembre 2025, lorsqu'elle a déprogrammé la diffusion d'un reportage de l'émission « 60 Minutes » consacré à une prison salvadorienne accueillant des immigrants expulsés des Etats-Unis – après de nombreuses protestations, le sujet a finalement été présenté à l'antenne sous une forme modifiée.

Aujourd'hui, Ellison espère que l'administration Trump approuvera son rachat, pour 111 milliards de dollars, de Warner Brothers Discovery, un conglomérat qui comprend la chaîne HBO et la vénérable CNN. Certes, CNN a perdu des parts de marché au cours

de la dernière décennie, mais son site Internet reste une référence pour l'actualité brûlante et elle reste fidèle à sa mission journalistique, ce qui l'amène à porter un regard distancé sur Trump et son administration. Si Ellison prend le contrôle de CNN, il risque fort de redéfinir sa ligne éditoriale pour la rapprocher de celle de Fox News, sa concurrente ouvertement de droite.

Pour arriver à ses fins, Ellison a prêté allégeance au président américain. Fin avril, il a, par exemple, financé un dîner somptueux à l'Institut des Etats-Unis pour la paix (repris en main par Trump et rebaptisé à son nom), en l'honneur du président et de divers membres influents de son administration – un geste qui relevait de la corruption. Bari Weiss y assistait et était assise à la table de Trump. Elle a également invité le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, à sa table lors du gala annuel organisé par l'association des journalistes accrédités à la Maison Blanche, le 25 avril (la soirée ayant été écourtée par l'irruption d'un homme armé). Comme on pouvait s'y attendre, la volonté d'Ellison et de Weiss de s'attirer les faveurs de Trump et de mettre la main sur CNN ont suscité d'importantes protestations dans l'ensemble des médias américains.

Aucun scrupule

En France, Vincent Bolloré possède l'équivalent français de Fox News, CNews, *Le Journal du dimanche*, la station de radio Europe 1, ainsi qu'Hachette, l'un des plus grands groupes d'édition au monde. En 2024, Bolloré avait déjà licencié Isabelle Saporta, directrice générale de Fayard, filiale d'Hachette. Fayard a depuis publié des ouvrages du président du Rassemblement national, Jordan Bardella, de Marion Maréchal, petite-fille de Jean-Marie Le Pen, et du politicien d'extrême droite Eric Zemmour.

Puis, le 14 avril, Vincent Bolloré a montré la porte à Olivier Nora, directeur d'une autre filiale, Grasset, apparemment parce que ce dernier avait bloqué la publication d'ouvrages que Vincent Bolloré souhaitait voir paraître rapidement, notamment celui du romancier et dissident algérien Boualem Sansal.

Ce licenciement a provoqué de nombreuses protestations et tribunes dans la presse, y compris de la part des employés d'Hachette, ainsi que le départ de plus de 130 auteurs de Grasset, parmi lesquels des figures importantes comme Bernard-Henri Lévy, Caroline Fourest et Vanessa Springora. Dans une lettre ouverte au *Monde*, ces auteurs

ont déclaré qu'ils ne voulaient pas que [leurs] *idées*, [leur] *travail soient sa propriété... nous refusons d'être les otages d'une guerre idéologique visant à imposer l'autoritarisme partout dans la culture et les médias* ».

Ces événements sont préoccupants – mais de manière différente. MM. Ellison et Bolloré disposent chacun d'un degré d'influence culturelle et médiatique que peu de magnats ont exercé depuis l'époque de William Randolph Hearst (1863-1951), le plus puissant patron de presse de l'histoire des Etats-Unis. Et ils n'ont aucun scrupule à mettre leur pouvoir au service d'une idéologie d'extrême droite. Pourtant, du point de vue de la liberté d'expression, la situation américaine est nettement plus grave. MM. Ellison et Weiss agissent à la demande d'un président en exercice qui affiche de dangereuses tendances à l'autoritarisme, au point d'utiliser le pouvoir de l'Etat fédéral contre ceux, au sein des médias, qu'il désigne comme étant ses ennemis. Les alliés de Bolloré à l'extrême droite française restent – pour l'instant – hors du pouvoir. CNews n'est pas – pas encore – un quasi-organe officiel d'un Etat français réactionnaire.

Mais les différences dépassent la question de savoir qui est au pouvoir. Les maisons d'édition, même les plus prestigieuses comme Grasset, influencent le débat public d'une autre manière que les journaux et les chaînes de télévision. Elles n'ont pas de lecteurs qui ont directement accès à chaque livre publié. Le nom de Grasset confère une certaine autorité, mais seulement tant que cette maison d'édition fait paraître des œuvres de qualité. Si Grasset ne réunit plus que des auteurs comme M. Bardella et M. Zemmour, son nom perdra rapidement son prestige. Certes, Hachette version Bolloré, avec Fayard, Calmann-Lévy et d'autres maisons en plus de Grasset, contrôle une part inquiétante du marché français du livre.

Mais la concurrence reste forte, notamment avec Gallimard ou Le Seuil. En outre, au XXI^e siècle, les livres jouent un rôle bien moindre que les médias audiovisuels et les réseaux sociaux dans la formation de l'opinion publique, même en France. La mainmise de Bolloré sur CNews et *Le Journal du dimanche*, qui ont peu de concurrents tout en disposant d'un public fidèle, est bien plus importante politiquement que son contrôle de Grasset.

« Lieux de mémoire »

En somme, le coup de force de Vincent Bolloré ne signale pas réellement l'instauration d'un autoritarisme dans la culture et les médias français. Les auteurs qui ont quitté Grasset ont à cet égard exagéré la gravité de la situation, ainsi que leur propre importance – ce qui n'est peut-être pas totalement étranger à certains intellectuels français. Le licenciement d'Olivier Nora n'a pas exactement réduit Bernard-Henri Lévy au silence. Cela dit, « BHL » et les autres ont raison d'être indignés. En France comme aux Etats-Unis, les grandes maisons d'édition font partie du patrimoine culturel national. Ce sont, pour reprendre l'expression forgée par Pierre Nora, oncle d'Olivier Nora, grand historien et éditeur chez Gallimard, des « *lieux de mémoire* ». Leur histoire n'est pas toujours glorieuse. Flammarion, où nombre d'auteurs d'Hachette se sont réfugiés, a fait fortune au XIX^e siècle en publiant le best-seller antisémite d'Edouard Drumont, *La France juive*.

Mais il y a aussi les heures de gloire. En décidant de publier le premier volume d'*A la recherche du temps perdu*, de Marcel Proust (aux frais de l'auteur), Bernard Grasset a changé le cours de l'histoire littéraire. Gallimard, qui a par la suite su amener Proust à quitter Grasset, a profondément façonné le modernisme français et publié nombre des plus grands auteurs du XX^e siècle – toutes langues confondues. Aux Etats-Unis, on pense à des maisons emblématiques comme Viking, Alfred A. Knopf, Farrar, Straus & Giroux et Little Brown (cette dernière maison d'édition appartenant aujourd'hui, justement, à Hachette).

Qu'une grande maison d'édition soit délibérément détruite pour des raisons politiques grossières est une tragédie. Mais, malgré les similitudes apparentes, le licenciement de Nora n'est pas vraiment l'équivalent français de la prise de contrôle de CBS – et peut-être de CNN – par David Ellison. Cela ressemble davantage à une autre dérive récente survenue aux Etats-Unis : la prise de contrôle par Donald Trump du Kennedy Center for the Performing Arts, la plus importante institution de ce type dans la capitale américaine. Depuis son retour au pouvoir en 2025, Trump a purgé le conseil d'administration du Centre et rebaptisé l'institution à son nom (« Trump Kennedy Center »). Il a également annulé de nombreux programmes et entraîné le départ de la plupart des artistes. Le Centre doit désormais fermer pendant deux ans, officiellement

pour rénovation, et pourrait ne jamais s'en remettre. Trump a tout fait pour détruire une grande institution culturelle américaine. Vincent Bolloré a fait quelque chose de similaire avec Grasset.

David Bell est professeur d'histoire à l'université de Princeton (New Jersey). Il a notamment écrit « Le Culte des chefs. Charisme et pouvoir à l'âge des révolutions » (Fayard, 2022)